

## **L'épuisement du lulisme, ou la fin d'un triangle politique : retour sur les manifestations brésiliennes de juin 2013**

Pierre-Louis Mayaux  
Septembre 2013

« Mais pourquoi les brésiliens ne réagissent-ils pas ? ». La question était posée en juillet 2011 par le correspondant du journal *El País* au Brésil. Elle déclencha, dans les médias et sur les réseaux sociaux, un vif débat quant aux raisons supposées de cette passivité prêtée au peuple brésilien. Le journaliste Juan Arias s'étonnait en particulier de la faible réaction sociale face à des scandales de corruption en chaîne, ayant alors provoqué la démission de trois ministres. A l'heure où l'onde de choc des révolutions arabes ébranlait le monde, et où les indignés campaient sur la Puerta del Sol à Madrid, les brésiliens apparaissaient une fois de plus, aux yeux du journaliste navré, comme un « peuple pacifique » peu enclin à la révolte.

Dans un registre plus analytique, les observateurs de la vie politique brésilienne évoquaient couramment quatre grands obstacles empêchant selon eux l'émergence d'un mouvement social dans le pays<sup>1</sup>. Le premier avait trait à l'amélioration notable du sort des plus pauvres sous le gouvernement Lula. Si l'ampleur des inégalités demeurait titanesque, l'évolution apparaissait positive pour la majeure partie de la population, incitant à l'optimisme bien plus qu'au mécontentement : pourquoi un pays proche du plein-emploi, dont le revenu moyen par habitant avait presque doublé en une décennie, se révolterait-il ? Le deuxième obstacle était lié à l'extraordinaire complexité du système politique brésilien. Celui-ci repose en effet sur des coalitions partisans larges et fluctuantes à de multiples niveaux de gouvernement. Dans un tel système, l'imputation du blâme à un seul parti ou un seul acteur politique s'avère difficile, ce qui constituerait, là encore, un puissant vecteur de démobilisation : si tout le monde est coupable, personne ne l'est vraiment, et confier le pouvoir à un nouveau parti est illusoire. Le troisième obstacle généralement invoqué était l'isolement géographique de la capitale, Brasilia. Celui-ci est en effet accusé de saper les vellétés protestataires des brésiliens, en mettant les principaux lieux de pouvoir hors de leur portée physique et symbolique. Enfin, le quatrième obstacle était la proximité entre le PT et les mouvements sociaux depuis la période de démocratisation : l'arrivée au pouvoir du parti des travailleurs aurait contribué à étouffer certaines mobilisations, les revendications étant désormais gérées par d'autres canaux.

Il faut bien se remémorer la prégnance de ce scepticisme désabusé, à gauche comme à droite de l'échiquier politique. Il permet en effet de mesurer combien l'émergence, deux années après le triste constat de Juan Arias, de la plus grande mobilisation sociale depuis celle ayant débouché, en 1992, sur l'*impeachment* du président Fernando Collor, a pris la plupart des analystes de court. Avec un recul de plusieurs semaines, nous entendons ici revenir sur les raisons et le sens de cette émergence, en nous contentant d'une évocation rapide des réponses apportées jusqu'à présent par le gouvernement, et des scénarios possibles pour l'avenir du mouvement. Nous voudrions, en particulier, revenir sur les mécanismes qui ont fait passer une protestation locale, estudiantine, contre la hausse

---

<sup>1</sup> Voir notamment: Michener, Greg, « Why Don't Brazilian React ? », *Observing Brazil*, 22 août 2011, <http://observingbrazil.com/2011/08/>

de 8 centimes d'euros du prix des transports publics à São Paulo, à une protestation nationale rassemblant des millions de manifestants. Comment s'est donc opéré ce « changement d'échelle » qui intrigue tant la sociologie des mouvements sociaux<sup>2</sup>?

La thèse générale de cet article est que les protestations sont le produit d'une alliance des différentes classes moyennes contre le compromis politique qui a été la marque du « lulisme » durant la période 2003-2010. Permises par un contexte macro-économique de plus en plus favorable, et par le point de départ très bas, en valeur absolue, d'une grande partie de la population, cette conciliation a permis de satisfaire simultanément, pendant près d'une décennie, trois grands secteurs de la société : la « masse désorganisée » qui constitue la moitié la plus pauvre de la population ; les acteurs financiers et autres détenteurs de capitaux ; et le secteur industriel, salariés et patronat compris. Dans ce schéma, l'accès de la masse défavorisée à la consommation, rendu possible par des politiques sociales d'ampleur relativement modeste, a permis un accroissement du marché intérieur, qui a autant profité aux grands groupes industriels qu'aux banques. Dans le même temps, le niveau élevé d'imposition, assumé de manière disproportionnée par les « classes moyennes » au sens large (nouvelles, petites ou « établies ») a procuré à l'Etat les ressources nécessaires pour favoriser les profits des grands groupes industriels et des banques (par tout un jeu de subventions directes ou indirectes), mais sans pouvoir investir, simultanément, dans la construction de services publics de qualité.

C'est ce « triangle politique » parvenant à concilier pauvres, industriels et acteurs financiers qui est aujourd'hui de plus en plus contesté. Plus précisément, le mouvement de juin a vu la convergence entre les « nouvelles classes moyennes », récemment sortis de la pauvreté, et les classes moyennes supérieures déjà « établies », qui ont été les perdantes relatives de la décennie Lula. Ces deux catégories sociales partagent en effet, désormais, un même ressentiment face à l'écart de plus en plus intolérable entre ce qu'elles acquittent en impôt et ce qu'elles obtiennent en retour. Or, pour ces deux catégories, l'amélioration des conditions de vie passe nécessairement, désormais, par la constitution de services publics de qualité dans les transports, la santé ou l'éducation : ce que réclament explicitement les manifestants, et ce qu'ils ne parviennent pas à obtenir du fait de l'utilisation prioritaire de l'argent public pour les groupes du « triangle ».

Des différences notables existent toutefois entre ces deux classes moyennes, qui expliquent la forte ambiguïté du mouvement à certains égards. Les « nouvelles classes moyennes » (les nouvelles classes « C » dans la terminologie locale) ressentent en effet un sentiment de « privation relative », c'est-à-dire une frustration provoquée par un blocage succédant à une période de progrès économique, qui avait favorisé un accroissement de leurs attentes<sup>3</sup>. Elles sont surtout frustrées à l'égard des grands oligopoles industriels et financiers, et de la classe politique que ces oligopoles ont « capturé ». Les classes moyennes supérieures établies expriment, quant à elles, davantage un ressentiment à l'égard de l'assistentialisme envers les pauvres, de la corruption de la classe politique, des problèmes de sécurité publique, etc. Le mouvement présente donc de fortes convergences (l'exigence de meilleurs services publics pour tous) mais également une hétérogénéité marquée dans sa tonalité.

---

<sup>2</sup> Les changements d'échelle sont entendus comme « un changement dans le nombre et le niveau des actions protestataires coordonnées qui conduisent à une protestation élargie regroupant un spectre plus large d'acteurs et à l'établissement de ponts entre leurs revendications et leurs identités ». Voir : McAdam, Doug, Tarrow, Sidney, Tilly, Charles (2001), *Dynamics of Contention*, New York: Cambridge University Press, p. 27.

<sup>3</sup> Davies, John C. (1962). « Toward a Theory of Revolution », *American Sociological Review*, n° 27, p. 5-19.

Le problème, comme nous le verrons, est que le passage éventuel à un « deuxième cycle de réduction des inégalités », selon l'expression du philosophe Vladimir Safatle, peut difficilement s'opérer, cette fois-ci, sans heurter de front certains intérêts financiers (les banques en premier lieu) et industriels (en particulier les grands groupes de construction et d'infrastructures). Il peut difficilement s'opérer, plus généralement, sans affecter les intérêts des classes supérieures. Il nécessiterait en effet, entre autres, une grande réforme fiscale « progressive » capable de financer ces nouveaux services publics ; une réforme du système politique de nature à atténuer la pénétration des grands oligopoles industriels et financiers au sein de l'Etat, et la corruption que cette pénétration engendre ; ainsi, probablement, qu'une prise de distance durable avec une gestion macroéconomique orthodoxe, trop favorable au capital financier vis-à-vis des investissements productifs, et qui pèse désormais lourdement sur les classes moyennes.

Pour finir, cet épuisement de l'économie politique du lulisme débouche sur une crise plus générale de la représentation politique. En effet, aucun parti n'apparaît pour l'heure à même de fournir un débouché politique crédible aux mécontentements, la plupart apparaissant tout autant compromis que le PT avec le système existant. Or, en l'absence d'une réponse politique suffisamment forte, on peut s'attendre à ce que le Brésil se réinstalle dans une « politique contestataire » de plus ou moins basse intensité, en remplacement de la politique institutionnelle classique (celle des élections, des partis politiques et du Congrès), désormais tant décriée.

Nous commencerons ainsi par rappeler, dans cette analyse, que le mouvement est parti de la question spécifique des transports publics (1). Ce fait est loin d'être anodin, dans la mesure où les transports se situent à l'intersection de deux sources latentes de mécontentement au Brésil, qui se superposent largement : la piètre qualité des services publics et la relégation urbaine, qui touche particulièrement les nouvelles classes moyennes. De ce fait, les transports ont fait l'objet d'un activisme croissant ces dernières années, notamment en milieu étudiant, ce qui a fourni une « structure de mobilisation » pour les protestations ultérieures.

Nous verrons ensuite que ce problème des transports publics a fait l'objet d'une « attribution de similarité<sup>4</sup> » de la part des manifestants : d'autres thèmes chers aux classes moyennes brésiliennes, tels que l'éducation, la santé ou l'aménagement urbain, ont été alors considérés comme « suffisamment similaires » aux transports publics pour amener les différentes classes moyennes à rejoindre les étudiants mobilisés (2).

Nous tâcherons ensuite de monter en généralité en développant notre thèse principale, à savoir que cette alliance temporaire des classes moyennes est dirigée contre le « triangle politique » du lulisme, et la classe politique qui l'a entretenue (3). Nous montrerons, pour finir, en quoi cette crise de l'économie politique alimente une crise plus générale de la représentation politique, du fait de la difficulté des partis existants à fournir un débouché politique crédible à la contestation (4).

---

<sup>4</sup> Voir: McAdam, Doug, Tarrow, Sidney, Tilly, Charles [2001]. *Dynamics of Contention*, New York: Cambridge University Press, p. 24.

## **Les origines directes du mouvement : l'activisme étudiant dans les transports publics**

Si l'essor du mouvement social brésilien a pris tous les observateurs de court, le fait qu'il se soit déclenché sur la question des transports publics n'a, rétrospectivement, guère de quoi surprendre. Ce secteur cristallise en effet deux sources latentes de mécontentement au Brésil, qui se recouvrent largement: la relégation urbaine et la médiocre qualité des services publics. Après avoir souligné l'ampleur de ces deux problèmes, nous verrons qu'ils ont été, depuis plusieurs années, la cible de mobilisations continues dans le milieu étudiant.

### ***Les transports publics, symptômes et vecteurs de l'exclusion urbaine au Brésil***

On pourrait commencer par souligner, par manière d'euphémisme, que la politique des transports collectifs n'a jamais été pensée comme une politique sociale au Brésil. Elle constitue plutôt un handicap considérable pour une partie importante de la population.

Les bus, en particulier, sont parmi les plus chers du monde pour une qualité de service dégradée. Les dépenses incompressibles qu'ils engendrent constituent le troisième poste de dépenses des familles brésiliennes : derrière le logement, presque à égalité avec l'alimentation, et bien loin devant l'électricité, l'eau ou les télécommunications. Dans l'agglomération de São Paulo, par exemple, un ticket coûte 3 reais, quel que soit le revenu, quand le salaire minimum local est de 755 R\$ (240 €). A raison de deux tickets par jour, et de cinq à six jours par semaine, le transport peut donc facilement représenter jusqu'à 20% d'un salaire mensuel. Le fait que les trajets du domicile au travail soient souvent pris en charge par l'employeur ne répond que de manière très limitée au problème : d'une part, l'employeur peut alors faire apparaître comme une générosité salariale ce qui n'est en réalité qu'une dépense contrainte de plus pour le salarié ; d'autre part, les usages non professionnels des transports (pour l'accès aux commerces, à l'école, à la santé, aux lieux récréatifs ou à la recherche d'emploi) ne sont, eux, pas pris en charge, sans mentionner bien entendu les Brésiliens qui n'ont pas d'emploi régulier. L'institut national de statistiques (IBGE) estime ainsi que quelques 37 millions de Brésiliens sont exclus des transports publics en raison de leur prix. D'une manière générale, si la priorité donnée au transport collectif fait partie intégrante du discours de tous les partis politiques, dans la pratique le Brésil investit onze fois plus dans le transport individuel, par la construction de routes et les différentes politiques de soutien à l'automobile<sup>5</sup>.

Pour ces prix élevés, le passager « bénéficie » de bus saturés, inconfortables et au parcours sinueux. A São Paulo, où les bus roulent en moyenne à 12km/h, les habitants ne disposant pas d'une voiture passent chaque jour, en moyenne, 3h30 dans les transports publics pour se rendre à leur travail et regagner leur domicile. La ville de 12 millions d'habitants ne compte par ailleurs que quatre lignes de métro. Les classes défavorisées, y compris les « nouvelles classes moyennes » récemment sorties de la pauvreté, subissent donc une véritable double peine, dans laquelle la mise à distance urbaine vient redoubler les difficultés sociales.

Cependant, dans l'un des pays les plus inégalitaires au monde, les formes urbaines concrètes dans lesquelles se manifestent les dynamiques d'exclusion ont depuis longtemps focalisé l'attention des

---

<sup>5</sup>Source: Institut pour la Recherche Economique Appliquée, 2011.

mouvements sociaux. Le mouvement de luttes urbaines a ainsi été, avec les luttes syndicales, l'un des principaux moteurs du cycle de mobilisation des années 1980, point haut de la contestation sociale dans le pays. A São Paulo, les militants pour la gratuité des transports publics ont par exemple, de longue date, affiché leur proximité avec le Mouvement des Travailleurs Sans Toit (MTST) qui s'est joint à toutes les manifestations, ainsi que du mouvement « Périphérie Active », qui cherche à organiser les habitants des périphéries de la ville pour combler leur manque d'influence politique.

Par ailleurs, cette relégation spatiale est perçue comme d'autant plus injuste que les transports publics sont une activité très lucrative pour un petit nombre de propriétaires d'entreprises de transport, dotés des connexions politiques adéquates.

### ***Socialisation des coûts, privatisation des profits***

Pour saisir l'imbrication actuelle des intérêts publics et privés dans les transports publics au Brésil, il faut remonter à la loi sur les concessions de 1995, l'un des textes phare du premier mandat de Fernando Henrique Cardoso. Jusqu'alors, la plupart des villes géraient leurs transports collectifs par le biais d'une régie publique unique. La nouvelle loi les poussa à remettre en cause ce modèle, en encourageant le découpage des agglomérations en plusieurs zones, afin de sélectionner par appel d'offre les compagnies, désormais privées, habilitées à opérer dans chacune de ces zones. A São Paulo, la loi conduisit au démantèlement, en 1996, de la Compagnie Municipale des Transports Collectifs (CMTCC), qui céda la place à 47 entreprises privées au terme d'un processus d'appel d'offre très controversé.

Bien loin de réduire l'inefficacité et l'opacité qui plombaient notoirement le système antérieur, les nouveaux arrangements eurent plutôt pour effet d'accentuer ces phénomènes tout en les déplaçant. Une logique d'échange politique se mit en effet en place entre les nouvelles compagnies privées et les gouvernements locaux. Dans cet accord implicite, les seconds s'engageaient à choyer les premiers par les multiples instruments à leur disposition: exemptions fiscales, hausses tarifaires garanties pour couvrir les coûts officiellement rapportés par les entreprises, renoncement à exercer une quelconque pression pour une amélioration de la qualité... En échange, les politiciens attendaient une contribution au financement de leurs campagnes électorales, l'embauche par ces entreprises de « fidèles », et le maintien de la paix sociale. C'est pour désigner cette collusion étroite entre intérêts publics et privés que l'expression populaire de « mafia des transports » se développa, en même temps que celle de « boîte noire » pour décrire les entreprises de transport.

Pour bien prendre la mesure des sommes en jeu, on estimait ainsi qu'en 2012, à São Paulo, les compagnies de transport de la ville avaient perçu quelques 772,5 millions R\$ de subventions et exemptions diverses (environ 260 millions d'€). Officiellement, ces aides ne sont qu'une compensation pour le manque à gagner lié aux tarifs réduits accordés aux étudiants et aux personnes âgées. Pourtant, avec plus de 5 millions et demi de passagers par jour, les entreprises facturent plus de 370 millions de R\$ par mois, alors même que la majorité des bus sont depuis longtemps amortis. De la même manière, à Rio de Janeiro, pour chaque real payé par l'utilisateur, correspond un real de subvention ou d'exemption fiscale.

A l'échelle du pays, le secteur est oligopolistique, de nombreux hommes d'affaires possédant des parts dans plusieurs entreprises actives dans différentes villes. Cette concentration favorise la



corruption. Ainsi l'entrepreneur Baltazar José de Souza, qui posséda jusqu'à 61 entreprises de transport, est aujourd'hui confronté à des procédures judiciaires pour un détournement de fonds de 12,5 millions de US\$ qui serait intervenu en 1997. Pour noircir encore le tableau, les règlements de comptes sont fréquents dans un milieu aussi opaque que violent, et certains assassinats de dirigeants syndicaux notoirement liés à la « mafia » restent à ce jour non éclaircis. L'un des parrains du milieu, le « bébé » Constantino de Oliveira (« Nenê Constantino »), fondateur de la compagnie aérienne GOL, est d'ailleurs confronté à des procédures judiciaires pour huit cas d'homicides.

En résumé, le secteur des transports collectifs est au Brésil un service cher et de mauvaise qualité, ainsi qu'une source de profits considérables pour un petit groupe d'hommes d'affaires et de responsables politiques locaux. Cela explique que le secteur ait été pris pour cible, depuis quelques années, par des militants particulièrement actifs dans les milieux étudiants. Comme nous le verrons un peu plus loin, ce schéma fait aussi largement écho à la situation dans les autres services publics, ce qui a facilité une « attribution de similarités » et l'extension rapide du mouvement à partir de sa thématique initiale.

### ***Une « structure de mobilisation » : des étudiants pour la gratuité des transports publics***

En réaction aux mafias des transports et à la médiocrité du service, la thématique de la gratuité a fait l'objet, depuis quelques années, d'une mobilisation de plus en plus déterminée, particulièrement en milieu étudiant. Un « comité de lutte contre la mafia des transports » a ainsi été créé dès 2003 à l'Université Fédérale Fluminense de Rio de Janeiro. En 2005, dans la foulée du forum social de Porto Alegre, naissait le désormais célèbre « mouvement Passe livre » (MPL), qui réclame le financement intégral des transports collectifs par la fiscalité. Quoique composé, généralement, de quelques dizaines de militants actifs seulement par ville (et loin d'être présent sur tous les campus), ce collectif s'est rapidement fait un nom parmi les étudiants. Après de nombreuses actions, il a franchi un cap en août 2012, après que la municipalité de Natal, capitale de l'Etat du Rio Grande do Norte, eut annoncé une augmentation tarifaire de vingt centimes. Le MPL a alors contribué à organiser des protestations qui ont rassemblé jusqu'à plusieurs milliers de personnes et qui ont abouti, en une dizaine de jours, à l'annulation de la hausse. L'association est également parvenue, quelques semaines plus tard, à bloquer des hausses similaires à Florianópolis et, en avril 2013, à Porto Alegre. Dans la capitale *gaucha*, l'annulation des hausses a toutefois été gâchée, aux yeux des manifestants, par la municipalité qui a tenu à indemniser les entreprises via de larges exemptions fiscales.

Le MPL est caractéristique de la fraction la plus politisée des étudiants brésiliens : majoritairement issus des classes moyennes « établies » et des cursus de philosophie ou de sciences sociales, ses membres font généralement du travail social dans les quartiers périphériques<sup>6</sup>. Ils assument leur focalisation sur une cause unique, qui possède selon eux une vertu stratégique : elle permettrait de nouer plus facilement des alliances avec d'autres groupes sociaux, qui pourraient s'effrayer d'une plateforme plus globale et radicale. Sur le fond, la gratuité repose sur une conception des transports publics comme droit fondamental, et un droit d'autant plus prioritaire qu'il conditionne l'accès effectif à

<sup>6</sup>Viena, Diego, « Pauta difusa e derrota, mais uma vez », 22 juin 2013, <http://diegoviana.opsblog.org/pauta-difusa-e-derrota-mais-uma-vez/#ixzz2dGTJu6aa>

d'autres droits sociaux tels que la santé, l'éducation ou le travail. Le MPL est donc un mouvement très articulé, qui a développé une véritable expertise sur son thème de prédilection.

Ce statut d'« entrepreneur de cause » se double d'une mise à distance des organisations traditionnelles : partis politiques, syndicats ou administration. Le MPL revendique en effet, contrairement à elles, la recherche d'une démocratie radicale et d'un mode de fonctionnement le plus horizontal possible. Toutefois, ses principes n'empêchent pas, dans la pratique, des relations de proximité avec des petits partis situés à gauche du PT, notamment le parti socialisme et liberté (PSOL) et le parti socialiste des travailleurs unifié (PSTU), et même le PT. De fait, le PSOL et le PSTU, deux partis issus d'une scission d'avec le PT (respectivement en 1993 et 2004) ont participé aux premières mobilisations du 6 juin à São Paulo, tout comme certains secteurs du PT. Les militants du MPL se veulent donc a-partisans, nullement anti-partisans.

Malgré le nombre très réduit de ses militants, le MPL bénéficie d'une audience non négligeable pour au moins deux raisons. En premier lieu, ses revendications font largement écho à la « condition étudiante » dans les villes brésiliennes. Le coût du transport affecte en effet particulièrement les étudiants des « nouvelles classes moyennes » qui accèdent depuis peu à l'université, alors que le gouvernement fédéral a étendu l'enseignement public universitaire fédéral, et créé une politique de bourses qui a permis l'accès de secteurs plus populaires à l'enseignement universitaire privé. Mais les étudiants issus des classes moyennes établies sont aussi concernés, car ils cumulent eux aussi les petits boulots pour contribuer au financement de leurs études. Ils sont donc contraints de transiter en permanence entre l'université, leurs nombreux stages et leur domicile. Dépourvus de voiture, ils sont parmi les plus exposés, quotidiennement, à la médiocrité des transports publics.

En second lieu, le milieu étudiant a été le théâtre, depuis quelques années, d'un regain d'activisme politique. Celui-ci s'est notamment manifesté par une forme d'« humeur anti-institutionnelle » dirigée contre l'administration des universités, mais aussi contre les syndicats étudiants et les partis politiques traditionnels, accusés d'être bureaucratiques et irrémédiablement compromis avec le système politique traditionnel. En 2007, par exemple, l'université de São Paulo, la plus grande université du pays, s'est trouvée paralysée pendant 61 jours, sans que ni les personnels administratifs ni les étudiants ne se montrent disposés à négocier avec la direction, contrairement aux usages antérieurs. En privé, le directeur de la faculté des sciences sociales reconnaissait d'ailleurs que la direction n'avait pas, alors, pris toute la mesure de cette crise de confiance profonde entre les étudiants et l'ensemble des institutions représentatives. L'action du MPL s'inscrit ainsi, de ce point de vue, dans une dynamique plus générale de repolitisation du milieu étudiant. En effet, comme l'a souligné le sociologue et urbaniste João Whitaker, ces étudiants de classe moyenne appartiennent aujourd'hui à une génération qui, pour la première fois, a grandi après la fin de la dictature, au sein d'une démocratie ménageant liberté d'opinion et accès à l'information. Cette génération a bénéficié des mêmes réseaux de communication ayant alimenté il y a peu de temps, de l'autre côté du monde, le printemps arabe<sup>7</sup>. C'est donc cette insertion dans un milieu politique plus large qui explique aussi que le MPL ait pu jouer le rôle de principale structure de mobilisation durant les premiers jours de la contestation.

---

<sup>7</sup> João S. Whitaker, « De quoi les manifestations brésiliennes furent-elles le nom ? », IHEAL, 27 juillet 2013, <http://www.iheal.univ-paris3.fr/fr/edito/de-quoi-les-manifestations-brésiliennes-de-juin-2013-furent-elles-le-nom>

## **Des transports aux mobilisations pour les services publics en général**

A l'origine confinées à la protestation contre la hausse du prix des transports à São Paulo, les manifestations se sont brusquement élargies entre le 13 et le 17 juin. L'étincelle initiale a été la violente répression policière, qui a suscité l'indignation générale, y compris chez les classes supérieures. Plus profondément, toutefois, c'est l'homologie entre les problèmes des transports publics et ceux des autres services publics qui a favorisé l'extension immédiate de la contestation. De fait, tout comme pour les étudiants mobilisés contre le prix des transports, les revendications des manifestants se situaient essentiellement au carrefour de la question des services publics et de celle de l'aménagement urbain, un secteur pour lequel l'affectation des dépenses publiques est fortement critiquée.

### ***De la protestation contre la répression policière...***

Le foyer d'origine du mouvement de juin a été la ville de São Paulo. De manière désormais bien documentée, tout a en effet débuté avec l'annonce, par le nouveau maire PT de la ville, Fernando Haddad, d'une hausse du prix du billet de bus et de métro de 3 à 3,20 R\$, faisant suite à des hausses régulières depuis une quinzaine d'années. Le MPL a alors organisé une première manifestation de protestation le 6 juin. Cette manifestation ne comprenait que quelques centaines de manifestants, dont une quasi-totalité d'étudiants. Elle a été suivie, les jours suivants, par deux autres manifestations qui ont cette fois rassemblé plusieurs milliers de jeunes. Malgré ce gonflement rapide, le mouvement ne bénéficiait alors d'aucune sympathie dans les grands médias, d'obédience très conservatrice. Les protestataires se sont plutôt vus qualifiés de « vandales », voire d'« anarcho-punks », que la grande presse appela même à réprimer avec la plus grande fermeté. Ces manifestations, qui se sont terminées par des actes de vandalisme, ont pu alors accréditer l'idée d'un mouvement radical dénué d'un réel soutien dans l'opinion publique.

C'est dans ce contexte apparemment très défavorable aux manifestants qu'un tournant décisif s'est opéré le 13 juin, alors que la manifestation rassemblait cette fois quelque 15.000 personnes. La répression de la police militaire s'est en effet abattue sur des manifestants largement pacifiques, de manière presque grotesque dans sa disproportion. 250 manifestants ont été arrêtés, plusieurs dizaines ont été blessés par des balles en caoutchouc ou par des coups de matraque. Au milieu de cette répression indiscriminée, six journalistes qui couvraient l'événement ont été sérieusement blessés. L'une d'entre elles, qui travaillait pour le plus grand journal de São Paulo (la *Folha de São Paulo*), a été frappée à l'œil par une balle en caoutchouc tirée à bout portant. Une autre vidéo circula largement sur les réseaux sociaux, montrant un couple dans un bar, après la manifestation, violemment arraché à sa table pour être ramené sur le trottoir et se faire tabasser<sup>8</sup>. La mise en détention d'un journaliste accusé de porter une simple bouteille de vinaigre pour se protéger contre les effets des gaz lacrymogènes donna en même temps le coup d'envoi à une « révolte du vinaigre ».

La perception du mouvement a alors changé du tout au tout. En quelques heures à peine, les manifestants sont passés du statut de vandales à celui de victimes d'une répression aveugle. Les

---

<sup>8</sup> Pour des photos, voir sur le site de la *Folha de São Paulo* : <http://www1.folha.uol.com.br/cotidiano/2013/06/1294916-apos-confronto-casal-e-agredido-por-pms-na-regiao-da-paulista.shtml>



grands médias ont effectué un virage à 180° en appelant, non plus à réprimer les manifestants sans état d'âme, mais à les rejoindre dans la rue le lundi suivant. Une grande partie des classes moyennes et supérieures s'est également ralliée, alors même que ces catégories utilisent leur voiture individuelle et non les transports publics, et que cette thématique n'est donc pas pour elle une thématique prioritaire.

Ce revirement spectaculaire est d'abord attribuable au fait que la police militaire est une institution très contestée au Brésil. Créée sous la dictature pour le maintien de l'ordre public, elle n'a jamais été formée à un usage professionnel et maîtrisé de la violence. Depuis le retour de la démocratie, de nombreux militants des droits de l'homme réclament d'ailleurs sa dissolution et son réintégration dans le giron de la police « civile », ce que l'ONU elle-même s'est résolue à faire, en une initiative inhabituelle, après cet épisode.

Le sentiment de solidarité envers les manifestations antérieures, le rejet de la violence de la police et l'attitude complice des médias ont indiscutablement favorisé l'extension des manifestations à l'échelle du pays entier : la presse a calculé qu'il y a eu, le lundi 17 juin, des mobilisations dans 400 villes dont 11 capitales d'Etat. La protestation contre la répression policière était alors au centre des motivations ; à São Paulo, en plus des slogans sur les transports, la santé ou l'éducation, le slogan le plus repris était « *quelle coïncidence, sans police, il n'y a pas de violence !* ». Il est vrai que cette manifestation, en l'absence de dispositif policier visible, a été presque jusqu'à sa fin pacifique. Dans la capitale économique du pays, le nombre de manifestants est passé officiellement de 15.000 à 65.000, un chiffre sous-estimé de l'avis général. Le lendemain, ils étaient encore 50.000 selon la police.

Il existe, malheureusement, peu de données incontestables sur le profil des manifestants durant ces journées du 17 au 20 juin. D'après une étude de l'institut Data-Folha réalisée lors de la manifestation du 17, mais dont la méthodologie n'a pas été divulguée, 77% des manifestants avaient un niveau d'étude supérieur, et la majorité avait moins de 25 ans. La police de São Paulo a également interrogé les participants, et en a conclu que 70% manifestaient pour la première fois. Clairement, la mobilisation n'était pas non plus liée aux partis politiques: selon la *Folha de São Paulo*, quelque 72% des manifestants affirmaient ne pas s'identifier à un parti politique en particulier. 63% avaient moins de 25 ans et 78% avait fait des études supérieures.

Il ressort par ailleurs de nos propres impressions de terrain<sup>9</sup> que la majorité des participants du mouvement ont continué d'être des jeunes des couches moyennes « établies » (y compris des jeunes salariés), mais avec un élargissement aux nouvelles classes moyennes issues des quartiers périphériques.

Ce ralliement massif des classes moyennes supérieures a conféré aux manifestants une légitimité bien plus forte, et a considérablement réduit les violences policières. Il a en revanche, inévitablement, augmenté l'hétérogénéité du mouvement, désormais traversé par de multiples revendications et certaines tensions internes, que nous évoquerons rapidement plus loin.

L'extension géographique a également marqué une extension des thèmes de revendications. Après la journée du 17 juin, centrée autour du thème de la répression policière, la question de la police est passée au second plan. Dans plusieurs villes, du 17 au 20 juin, ce fut le MPL qui, désormais fort de

---

<sup>9</sup> Nous avons pris part à deux manifestations à São Paulo, les 17 et 20 juin 2013.

ses 1.600.000 contacts sur Facebook, décida des horaires et des lieux des rassemblements, ainsi que des itinéraires à emprunter, souvent déterminés à la dernière minute. En fournissant des slogans, des argumentaires et de l'encadrement logistique, l'organisation a bien joué le rôle d'une « structure de mobilisation », que la sociologie définit simplement comme « un moyen collectif, informel aussi bien que formel, par le biais desquels les gens s'engagent dans l'action collective<sup>10</sup> ».

En outre, les manifestations ont continué après la semaine du 17 juin, alors même que la plupart des villes avaient annulé les hausses tarifaires prévues des transports. De fait, la thématique des transports publics avait tout pour agréger les mécontentements, et susciter de multiples « attributions de similarité », sur la question des services publics comme de l'usage des dépenses publiques.

### **...à la revendication de services publics de qualité...**

Parmi les jeunes militants de la première heure, certains ont été prompts à critiquer le « détournement » du mouvement. Selon eux, l'embourgeoisement du profil des manifestants (la jeunesse précaire et/ou politisée cohabitant désormais avec la jeunesse dorée) aurait signalé un inéluctable affadissement politique, voire un tournant conservateur. Incontestablement, certains groupes identifiés à la droite, voire à l'extrême droite, ont intégré certaines manifestations, en particulier à partir du 20 juin, au moment de la massification des manifestations et de la relégation au second plan de la question des transports.

De même, les grands médias se sont efforcés de rediriger le mouvement vers la lutte contre la corruption du seul monde politique, et contre l'insécurité. La revue la plus diffusée du pays et également la plus conservatrice, « *Veja* », titra ainsi en une de son édition des 15 et 16 juin: « *La révolte des jeunes – après les tarifs des transports, c'est au tour de la corruption et de la criminalité* ». Or, si l'exaspération face à la corruption est effectivement très répandue chez les Brésiliens, celle-ci fait l'objet d'interprétations et d'analyses variées. D'une manière générale, la presse conservatrice tend ainsi à concentrer ses critiques sur les corrompus (la classe politique) en évacuant la question des corrupteurs (les grandes entreprises et les banques).

Il convient toutefois de ne pas exagérer ce supposé tournant apolitique et conservateur. En effet, la plupart des revendications sont restées clairement centrées sur la question des services publics. Les manifestants dénonçaient ainsi, d'abord et avant toute chose, des fermetures d'écoles publiques et réclamaient de meilleurs hôpitaux. Comme le résumait un professeur : « Nos écoles continuent d'être des garderies pour les enfants ; les prisons, des lieux de perversité ; les hôpitaux, des maisons des horreurs ; la police tue les travailleurs pauvres et l'état du trafic routier nous stupéfie chaque jour<sup>11</sup> ».

Il faut bien se figurer les coûts concrets qu'implique, pour une famille brésilienne « moyenne », l'absence de service public de qualité et le recours nécessaire à des services privés pour ceux qui en ont les moyens. Une famille gagnant ainsi 3000 R\$ mensuels (1200 €) peut ainsi avoir à consacrer jusqu'aux 2/3 de ses revenus à l'école privée des enfants, à l'assurance-santé privée du foyer, aux services privés de gardiennage et aux transports privatisés. Il lui reste alors à couvrir les dépenses de

<sup>10</sup> McAdam, Doug, McCarthy, Zald, Mayer [eds.] [1996]. *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, New York : Cambridge University Press, p.3, trad. pers.

<sup>11</sup> Elimar Pinheiro do Nascimento, interrogé par Mediapart, 18 juillet 2013.

logement et d'alimentation, elles-mêmes grevées par une inflation élevée. L'explosion sociale a donc bien été alimentée, avant toute chose, par le sous-investissement chronique dans les services publics au Brésil depuis plusieurs décennies.

Les protestataires des différentes classes moyennes, toutefois, n'étaient pas simplement frustrés par la mauvaise qualité des services publics en général. Ce que beaucoup visaient de manière plus précise était ce que le politiste David Samuels a qualifié de « déconnexion croissante entre la taxation et la représentation<sup>12</sup> ». De fait, les brésiliens se plaignent de manière récurrente de payer des impôts « du premier monde » (le taux de prélèvement obligatoire est passé de 25 à 36% en vingt ans, soit, désormais, le taux le plus élevé des Amériques) pour des services du « tiers-monde ». La fiscalité n'est absolument pas progressive, et touche de manière disproportionnée les « nouvelles classes moyennes » encore fragiles, ainsi que les classes moyennes intégrées de plus longue date. Les classes supérieures, quant à elles, paient proportionnellement moins d'impôts et sont davantage capables de le contourner.

Cette « taxation sans représentation » (i.e. sans un usage de l'argent public transparent et conforme aux préférences de la majorité) est en partie attribuable, bien entendu, à la corruption. Mais il est également la conséquence de choix politiques conçus pour profiter de manière disproportionnée aux classes supérieures. Wendy Hunter et Natasha Sugiyama ont par exemple observé que près de 25% du budget de l'éducation va aux universités, qui n'accueillent pourtant que 2% de la population estudiantine totale, toujours issue majoritairement des familles les plus favorisées malgré l'élargissement récent que nous avons mentionné à certaines couches moyennes<sup>13</sup>.

En résumé, selon les mots du philosophe Vladimir Safatle, les manifestants réclameraient donc, d'abord et avant tout, la construction d'un Etat-providence de type social-démocrate, capable d'offrir des services publics réellement universalistes, et redistributifs dans leur impact. Il faut bien voir que cette revendication reflète davantage qu'une simple préférence de principe pour le public plutôt que le privé : elle est plutôt la condition même, à l'heure actuelle, d'une amélioration réelle des conditions de vie d'une large partie de la population, désormais tirées de l'extrême pauvreté. Rappelons que, sixième PIB mondial, le Brésil pointe seulement au 85e rang du « développement humain » selon l'indice des Nations unies.

***... et à la protestation contre le gaspillage de l'argent public dans des projets urbains inutiles***

La protestation contre la médiocrité des services publics a encore été accentuée par les montants dépensés dans des grandes opérations urbaines très contestées, ce que Olivier Dabène a qualifié de «projets d'urbanisme excluants<sup>14</sup>».

---

<sup>12</sup> David Samuels, «Brazil is a Stable and Growing Democracy – And We're Not Going to Take It Any More!!! », The Monkey Cage, <http://themonkeycage.org/2013/06/24/brazil-is-a-stable-and-growing-democracy-and-were-not-going-to-take-it-any-more/>

<sup>13</sup> Wendy Hunter, Natasha Borges Sugiyama (2009), « Democracy and Social Policy in Brazil: Advancing Basic Needs, Preserving Privileged Interests », *Latin American Politics and Society*, vol. 51, n° 2, 29–58, été 2009

<sup>14</sup> Olivier Dabène, *Exclusion et politique à São Paulo. Les outsiders de la démocratie au Brésil*, Paris, Karthala, 2004, p.71.

La priorité accordée à ces projets, qui ne profitent guère aux classes moyennes grossissantes, est en effet contestée depuis plusieurs années. Plutôt que dans la santé, l'éducation ou les transports, l'argent public semble en effet s'investir dans des stades, des centres commerciaux et des « condomínios fechados » (parcs de résidences privées). De nombreuses organisations protestent ainsi contre la gentrification des quartiers, ou contre l'expulsion des populations populaires jugées indésirables par les réformateurs urbains. Leur résistance invoque le droit à la ville, un principe souvent cité dans le plan de développement des grandes villes brésiliennes. Ces dernières années ont ainsi été jalonnées de violents conflits urbains : par exemple, en janvier 2012, l'évacuation par la force du quartier populaire de Pinheirinho, à São José dos Campos dans l'Etat de São Paulo, en vue de projets immobiliers très lucratifs, fut très critiquée par certains médias et sur les réseaux sociaux ; de la même façon, dans l'agglomération de Brasília, cinq militants du mouvement des travailleurs sans toit (MTST) ont été emprisonnés en avril dernier suite à une mobilisation contre les impacts prévus de la coupe du monde.

Les oppositions, justement, se sont tout particulièrement cristallisées autour des grandes opérations de restructuration urbaine qui accompagnent l'organisation de ces « méga-événements » : Coupe des confédérations en juin dernier, visite du pape pour les Journées mondiales de la jeunesse en juillet, Coupe du monde de football en juin 2014 et Jeux olympiques en août 2016. Les préparatifs pour la Coupe du monde, en particulier, ont impliqué la construction ou la rénovation d'installations sportives, de nouvelles voies rapides, une extension de lignes de métros, sans compter les grandes opérations de restructurations urbaines impliquant des démolitions de quartier, et un transfert des populations pauvres du centre vers la périphérie.

Il existe ainsi dans de nombreuses villes des « Comitês Populares da Copa » qui ont commencé, il y a plus de deux ans, à organiser des mobilisations non seulement contre le caractère exorbitant des dépenses engagées pour la Coupe du monde, mais aussi contre les violations des droits des populations expulsées au gré des travaux d'aménagement, et contre la législation d'exception adoptée sous l'exigence de la FIFA, notamment en matière de droit du travail. Le coût de ces méga-événements est généralement rapporté, par les protestataires, au montant des investissements publics consentis pour la santé et l'éducation. Durant la manifestation du lundi 17 juin, un slogan populaire énonçait : « *Je ne veux pas de ballon, je veux une école* » (« *não quero bola, quero escola* »). De fait, les projets de restructuration urbaine impliquent des budgets considérables, gérés sous la forme de partenariats public/privé, qui induisent une implication toujours plus grande des grandes entreprises de construction dans la gestion de la ville. La privatisation de la gestion du célèbre stade du Maracanã, en décembre 2011, est emblématique de ces opérations très lucratives pour quelques grands hommes d'affaire. L'enceinte sportive a en effet été concédée pour une durée de 34 ans à Eike Batista, l'une des personnalités les plus riches du pays, pour seulement 187 millions de R\$. Une somme dérisoire au regard des recettes attendues.

Dans plusieurs villes, en particulier dans les villes proches des lieux où se déroule la Coupe des Confédérations, ces comités ont eu un rôle important dans les appels à manifester. C'est généralement dans ces mêmes lieux que les manifestants ont été les plus violemment réprimés par la police. Cela n'a pas empêché que le nombre de personnes protestant à l'extérieur des stades de football ait bien souvent été supérieur à celui des personnes assistant au match à l'intérieur. Ainsi, lorsque le président de la FIFA, Sepp Blatter, a évoqué la possibilité de la tenue de la Coupe du monde dans un autre pays que le Brésil, la menace n'a nullement échaudé les protestataires : 80.000

personnes se sont au contraire empressées d'encercler le stade de Fortaleza, où se tenait le premier match de la Coupe des confédérations.

De ce point de vue, la politique urbaine du PT n'a guère remédié à ces problèmes structurels. Un programme de construction de logements sociaux (*Minha casa minha vida*, « Ma maison, ma vie») a bien été mis en place dans la périphérie des villes, qui a rencontré une certaine approbation de la part des mouvements sociaux. Le problème est que ce programme justifie également, aujourd'hui, le transfert des populations pauvres vers la périphérie (qui rend d'ailleurs leurs déplacements...en bus toujours plus difficiles). A Rio, par exemple, un tel transfert alimente la gentrification et l'embourgeoisement des quartiers résidentiels, comme c'est déjà le cas pour certaines favelas de la zone sud de la mégapole : favela Santa Marta à Botafogo, où les favelas surplombant les plages d'Ipanema et de Copacabana.

La thématique des transports publics a donc fait écho, presque immédiatement, aux problèmes des services publics et de l'accaparement privé des dépenses publiques. La persistance de ces problèmes structurels, et les protestations croissantes qu'ils soulèvent, doivent être attribués, avec le recul, à l'épuisement du premier cycle de réduction des inégalités, caractéristique de la décennie 2002-2012.

## La fin de la magie luliste

Comme il a été souligné par de nombreux analystes de la vie politique brésilienne, le « lulisme » a représenté un effort sérieux pour réduire la pauvreté absolue et, dans une certaine mesure, les inégalités sociales, tout en veillant à satisfaire les intérêts des grands industriels et capitalistes brésiliens. Concernant les pauvres, et de manière bien connue, le gouvernement PT a eu essentiellement recours à trois grandes politiques : la bourse famille, le relèvement du salaire minimum et la facilitation de l'accès au crédit immobilier pour les catégories populaires. Il n'est pas inutile d'y revenir brièvement pour se rendre compte à la fois du fort impact qualitatif sur les pauvres, et de la modestie des montants globalement engagés.

**« Il n'y a rien de moins cher que d'aider les pauvres... »**

Dès 2004, et en consolidant plusieurs programmes préexistants, Lula a lancé son programme le plus emblématique, la « bourse famille » (*Bolsa Família*), une allocation mensuelle versée aux mères de familles modestes, à condition qu'elles envoient leurs enfants à l'école et qu'elles assurent les démarches nécessaires à leur suivi médical. Les montants en jeu pour les familles sont faibles : environ 80 R\$ par foyer bénéficiaire en moyenne. Pour fixer les ordres de grandeur en jeu, la « bourse famille » représentait, en 2010, à peine 0,5 % du PIB (entre 6 et 9 millions de US\$). Comme le résumait Lula, « il n'y a rien de moins cher que d'aider les pauvres<sup>15</sup> ». Il reste que la bourse profite à quelque 12 millions de foyers brésiliens, soit un quart de la population, et que 80 R\$ ont fait pour ces foyers une énorme différence. Il n'est d'ailleurs contesté par personne que le programme a constitué une pièce importante dans la réduction de la pauvreté, et qu'il a stimulé la demande dans les régions les plus déshéritées du pays.

<sup>15</sup>«Não tem nada mais barato do que cuidar dos pobres», discours aux nouveaux ministres, 31 mars 2010. Depuis lors cette phrase est devenue une sorte de slogans repris à maintes reprises.



La gestion PT s'est également illustrée par des relèvements successifs du salaire minimum. Entre 2005 et 2010, celui-ci a été augmenté de 50% en termes réels, et ce, alors même que la proportion d'emplois formels passait de 48 à 56% entre 2004 et 2011. Aujourd'hui fixé à 650 R\$ au niveau fédéral (205 € au taux de change actuel), il reste extrêmement faible au regard des pays développés. Mais ce relèvement a eu malgré tout de vastes répercussions indirectes. En effet, comme les pensions sont indexées au salaire minimum, sa hausse régulière a profité à quelque 18 millions de retraités. Elle a également encouragé les travailleurs du secteur informel à utiliser ces hausses comme référence et comme levier pour exiger davantage de leur employeur.

Enfin, le gouvernement a favorisé l'accès à la propriété des couches populaires. Un prêt immobilier, le *crédito consignado*, a notamment été mis en place pour les ménages n'ayant jamais disposé auparavant de comptes en banques : les traités du remboursement sont alors directement prélevés à la source sur les salaires ou sur les retraites.

Prises ensemble, ces politiques de transferts sociaux conditionnés, de hausse du salaire minimum et de facilitation de l'accès au crédit ont permis une hausse soutenue de la consommation et une expansion du marché domestique, qui ont permis, enfin, une création d'emplois de qualité et la plus grande réduction de la pauvreté dans l'histoire brésilienne : le nombre de pauvres aurait ainsi diminué de 50 millions à 30 millions en à peine six ans. D'après certaines estimations, la moitié de cette réduction peut être attribuée à la croissance, l'autre moitié aux programmes sociaux<sup>16</sup>. Les inégalités ont également fortement baissé entre 2004 et 2011, quoiqu'en partant d'un des niveaux les plus élevés du monde : le coefficient de Gini est ainsi passé de 0,62 à 0,52.

Il reste que, au vu de l'ampleur de la pauvreté et des inégalités initiales, un tel impact a pu être obtenu par des dépenses relativement faibles. Le PT a donc cueilli les fruits les plus faciles, les *low-hanging fruits*. Dans le même temps, cette politique favorable aux plus pauvres ne s'est pas opérée au détriment des classes supérieures. Ce sont plutôt les différentes classes moyennes qui en ont assumé la charge.

### ***Une politique de soutien aux grands intérêts financiers et industriels***

En même temps qu'ils s'attachaient à réduire la pauvreté, les gouvernements PT successifs, bien loin de contenir les exigences des grands intérêts industriels et financiers, se sont appliqués à les servir. Dans le domaine industriel, la Banque publique de développement national, la BNDES, attribue chaque année plusieurs dizaines de milliards de R\$ à de grands groupes d'infrastructures, de matières premières ou d'agro-négoce, au nom de la réalisation de grands projets d'infrastructure et de la constitution de « champions nationaux ». Dans le même temps, le PT a grandement stimulé le recours aux partenariats public-privé (PPP) en dotant, en 2004, d'un cadre juridique spécifique tous les projets de commande publique supérieurs à 20 millions de R\$, et d'une durée supérieure à cinq ans. Le recours aux PPP s'est encore étendu sous le gouvernement de Dilma Rousseff, notamment dans le domaine portuaire et aéroportuaire. Ils garantissent généralement des rendements élevés aux ingénieristes, constructeurs et exploitants privés mobilisés sur ces grands chantiers.

<sup>16</sup>Anderson, Perry, Lula's Brazil, *London Review of Books*, vol. 33, n°7, 31 mars 2011, p. 3-12.

De la même façon, les intérêts financiers ne se sont jamais aussi bien portés que sous la présidence Lula, sous le double effet des taux d'intérêts élevés servis sur la dette publique et de la montée des cours d'actions. Les obligations d'Etat à 2 ans ont en effet un rendement d'environ 10%, celles à 10 ans de 12%. Alors que, comme on l'a dit, la « bourse famille » représentait, en 2010, à peine 0,5 % du PIB, les rendements tirés de la détention des titres de dette publique engloutissent entre 6 à 7% du PIB. Ces flux d'intérêts massifs sont d'autant plus problématiques qu'ils profitent à nombre extrêmement réduit de créanciers : on estime qu'entre 10.000 et 15.000 familles reçoivent l'essentiel des 120 millions de US\$ d'intérêt versés annuellement, soit en moyenne entre 8.000 et 12.000 US\$ par famille, et bien plus pour les familles les plus privilégiées. Parallèlement, entre 2002 et 2010, la bourse de São Paulo, la Bovespa, a affiché la plus forte croissance... au monde, avec une hausse de 523%. Les gains ont donc été considérables pour une petite élite détentrice d'actions. Mais la classe supérieure en général a aussi profité de cette politique monétaire, les taux d'intérêt élevés faisant fructifier son épargne.

Ainsi, du fait de sa politique macro-économique très orthodoxe, le lulisme ne reposait nullement sur une forme de néo-développementalisme industriel, qui se serait accompagné d'une certain contrôle des profits financiers. Il reposait plutôt sur un équilibre précaire, et finalement difficilement soutenable, entre la grande masse défavorisée, les acteurs financiers (banques, assurances, fonds d'investissement) et les industriels bénéficiaires des subventions et des commandes de l'Etat. L'arrangement peut être sommairement résumé ainsi: une fiscalité lourde permettait à l'Etat d'assurer à la fois un appui aux grands groupes industriels, un rendement financier élevé aux banques et aux actionnaires et la réduction de la pauvreté (sans mentionner, bien entendu, la volatilité dans la corruption). Mais les pouvoirs publics pouvaient difficilement, du même coup, assurer également le financement de services publics de qualité.

Au-delà des grands groupes industriels et financiers, la fiscalité est demeurée extraordinairement régressive durant les années PT, ce qui a profité aux gros patrimoines. Les brésiliens vivant avec moins de deux fois le salaire minimum paient ainsi, en moyenne, quelque 50% d'impôt ; ceux vivant avec plus de 30 fois le salaire minimum n'en versent en moyenne que 25% à l'Etat. Or, jusqu'à présent au moins, le PT n'a jamais affiché de réelle volonté d'enclencher une véritable réforme fiscale. Cette politique favorable aux intérêts financiers et aux gros patrimoines vient d'ailleurs mettre en doute les statistiques flatteuses concernant la réduction des inégalités. D'une part, en effet, ces statistiques prennent traditionnellement mal en compte la concentration des revenus à la pointe la plus extrême de la pyramide des revenus. D'autre part, et comme l'a récemment montré une étude de grande envergure, ces statistiques tendent à sous-estimer les revenus du capital<sup>17</sup>. Il est donc possible que le niveau réel des inégalités soit significativement sous-estimé au Brésil.

Au final, cette aide aux plus pauvres sans réforme des fondamentaux de l'économie politique brésilienne dessine les contours de ce que le politiste (et ancien conseiller spécial de Lula) André Singer a qualifié de « réformisme faible<sup>18</sup> ». Celui-ci a incontestablement permis le déploiement d'un premier cycle de réduction des inégalités, permettant à de nombreux pauvres d'accéder aux petites classes moyennes, aux conditions de vie encore remarquablement difficiles et vulnérables. Mais cette

<sup>17</sup> López-Calva, Luis Felipe, Lustig, Nora (2010). *Declining Inequality in Latin America : A Decade of Progress ?*, Brooking Institution.

<sup>18</sup> SINGER, André (2012). *Os sentidos do lulismo; reforma gradual e pacto conservador*. São Paulo: Cia. das Letras, p. 22.

politique d'accommodement entre des intérêts structurellement divergents arrive aujourd'hui à son épuisement : des choix plus difficiles s'imposent désormais pour que le processus de réduction des inégalités et de progrès social puisse se poursuivre.

### ***A la croisée des chemins***

Par contraste avec le « triangle politique » du lulisme, le passage à un second cycle de réduction des inégalités supposerait de s'attaquer à de puissants intérêts économiques, en particulier les banques et les grandes entreprises de construction fortement financiarisées. Il supposerait ainsi un certain degré de contrôle financier, pour une nouvelle coalition « fordiste », ou néo-développementiste, autour des pauvres, des classes moyennes et d'intérêts industriels non-financiarisés.

La situation est d'autant plus pressante que les effets pervers du soutien apporté aux intérêts financiers (incluant, au sens large, les soutiens apportés aux projets d'infrastructure et à l'agro-négoce, dont les rendements financiers sont très élevés) se multiplient. De fait, les signes d'une stagnation industrielle, voire d'une désindustrialisation rampante, sont manifestes, ce que les différentes mesures protectionnistes prises depuis quelques années ne parviennent plus à enrayer. Entre 2002 and 2013, la part des produits industriels dans les exportations brésiliennes a ainsi diminué de 55 à 38%. La hausse de la demande interne ne s'est pas traduite par une augmentation de la production industrielle, mais par une hausse des importations. La Chine, premier responsable de la prospérité des années Lula (entre 2000 et 2010, la valeur de ses importations de produits primaires brésiliens a été multipliée par dix-huit) menace désormais de submerger le pays sous ses produits industriels à bas coûts.

Le problème est que cette désindustrialisation et cette financiarisation rampantes sont porteuses de conséquence économiques, sociales et politiques particulièrement perverses, et ce de cinq points de vue au moins. Elles viennent, en premier lieu, obérer le futur potentiel de croissance, dans un pays qui manque cruellement d'infrastructures et où, même aux grandes heures du développementalisme de Jucelino Kubitschek dans les années 1950, la part des investissements n'a jamais dépassé 22% du PIB. En deuxième lieu, le coût du capital, en venant alourdir le service de la dette dans le budget de l'Etat, produit une énorme pression pour effectuer des coupes dans les dépenses publiques et, plus généralement, pour réaliser un ajustement « austéritaire » visant à retrouver des marges de manœuvre fiscales. D'une certaine manière, les manifestants disent donc « non » à la perspective d'un tel ajustement. Troisièmement, les gigantesques afflux de capitaux internationaux de ces dernières années, en se montrant réticents à financer les investissements productifs, moins lucratifs à court terme, ont préféré nourrir la spéculation immobilière et les grands projets « inutiles » de réaménagement urbain, plus attractifs financièrement et pourtant au cœur des critiques des manifestants. Quatrièmement, la stagnation industrielle rend difficile la consolidation d'une économie à « base large ». En effet, l'industrie au sens large, incluant les réseaux de fournisseurs et de sous-traitants, a été le principal diffuseur d'emplois formels et correctement payés ces dernières années. Ce processus de formalisation et de sécurisation se verrait grandement compromis avec une économie davantage appuyée sur la finance et l'agrobusiness, dont les bénéficiaires sont naturellement plus concentrés, et qui risquerait de faire repartir les inégalités à la hausse. De fait, par exemple, l'aménagement de vastes espaces pour stimuler l'agrobusiness a laissé la propriété foncière plus concentrée aujourd'hui qu'il y a un demi-siècle. L'immobilier urbain a suivi le même chemin, alimenté par la spéculation. Comme le résume le sociologue Francisco de Oliveira, la désindustrialisation

aboutit à saper la possibilité d'un développement national inclusif fondé sur une certaine « moyennisation »<sup>19</sup>. Certes, historiquement, certains pays sont bien parvenus à atteindre des niveaux de vie élevés et des conditions de vie relativement égalitaires sans connaître une industrialisation de grande ampleur. Mais ces pays, à l'image de l'Australie, de la Nouvelle Zélande ou de la Finlande, étaient généralement faiblement peuplés et bénéficiaient de niveaux d'éducation très élevés : des caractéristiques très éloignées du Brésil.

Cinquièmement, enfin, ce traitement très favorable des acteurs financiers pèse désormais particulièrement sur les « nouvelles classes moyennes ». De fait, les taux d'intérêt élevés et l'augmentation du prix de l'immobilier ont provoqué une envolée de l'endettement, qui concerne aujourd'hui quelque 44,3% des Brésiliens. Rapportés aux standards nord-américains, ce taux pourrait ne pas sembler trop dramatique. Mais les consommateurs du Nord peuvent au moins compter sur des taux d'intérêt faibles. Au Brésil, le taux de référence se situe autour de 8%, et les prêts usuriers, tout comme ceux utilisés par les cartes de crédits, peuvent doubler ou tripler ce taux. Il n'est donc guère surprenant de constater que l'endettement, ou sa crainte, attise les angoisses sociales. Selon Amaury Souza et Bolivar Lamounier, les nouvelles classes moyennes brésiliennes se caractériseraient précisément par la peur de ne pouvoir pérenniser leur position et de s'engluer dans le crédit<sup>20</sup>.

Ces effets pervers de la financiarisation indiquent ainsi que le « triangle politique » luliste n'est plus guère soutenable politiquement, et que des choix plus difficiles vont s'imposer. Le problème, dans cette perspective, est que les dysfonctionnements du système politique brésilien limitent sa capacité à articuler des propositions novatrices.

## **Malaise dans la représentation**

L'une des caractéristiques marquantes du moment politique brésilien qui s'est ouvert, est que l'essoufflement du modèle de développement de la dernière décennie se traduit par une remise en cause plus générale du système politique. En effet, aucun des grands partis traditionnels ne peut prétendre être étranger à la corruption structurelle, de même qu'au décalage persistant entre niveau d'imposition et service rendu. Dans le même temps, les petits partis de gauche peinent à engranger les bénéfices de leur participation au mouvement, alors même que le parti des travailleurs a bien été la première victime de la contestation, car il est tombé de plus haut.

### ***Le PT, principale victime du mouvement de juin***

Le PT a été, sans le moindre doute, et bien que les protestations n'aient pas été dirigées principalement contre la présidente Dilma Rousseff, le parti qui a été le plus heurté par les manifestations. Il paie en effet le fruit d'une triple banalisation dans le paysage politique brésilien. La première banalisation concerne sa manière de faire de la politique. Le PT a en effet largement perdu son ancrage dans les mouvements sociaux qui faisait sa force, pour s'insérer dans le jeu politique brésilien le plus traditionnel. Cet éloignement n'est pas imputable à la seule professionnalisation du

<sup>19</sup>OLIVEIRA, Fransisco M. C. , « Lula en el Labirinto », *New Left Review*, vol. 42, p. 5-21, 2007.

<sup>20</sup>De Souza, Amaury, Lamounier, Bolívar, «A Classe Média Brasileira – ambições, valores e projetos de sociedade», Editora Campus/Elsevier, 2009.

parti, même si celle-ci en est naturellement une cause majeure: elle est également due à l'affaiblissement de ces mouvements sociaux. Les syndicats, par exemple, enrôlaient 30% des travailleurs formels dans les années 1980, contre seulement 17% aujourd'hui. Le mouvement ouvrier organisé s'est ainsi fait moins pressant et revendicatif depuis le milieu des années 1990, et ce n'est dû simplement à l'accession du PT au pouvoir. De la même façon, les fractions progressistes de l'Eglise catholique, autre pilier du PT, ont été durement touchées par la reprise en main du Vatican et la montée des courants évangéliques.

Plus généralement, toutefois, le PT fait l'objet d'une désaffection parmi les classes moyennes progressistes, qui constituaient à l'origine l'un de ses piliers, en même temps que la base des mouvements sociaux, notamment en milieu urbain. Cette désaffection a de multiples raisons : dégoût à l'égard des multiples scandales de corruption ayant touché le parti (depuis le *mensalão* en particulier), sentiment que les pauvres et les riches sont les principaux bénéficiaires de la gestion PT, et, bien sûr, manque d'innovation dans les politiques publiques, en particulier dans le domaine des services publics. Quoiqu'il en soit, cet éloignement a une conséquence lourde. Comme l'a bien montré le politiste André Singer, en effet, le PT a changé de base électorale depuis les élections générales de 2006, en troquant les classes moyennes progressistes contre la « masse désorganisée » des pauvres, notamment dans le Nord-est qui votait auparavant pour les partis conservateurs. Le problème est que cette masse, du fait de sa désorganisation, est moins susceptible de jouer le rôle d'aiguillon politique que les classes moyennes progressistes, et donc d'empêcher la banalisation et la professionnalisation du PT.

De ce fait, et au nom de la gouvernabilité, le PT a multiplié les alliances avec les partis les plus discrédités du système politique brésilien. Deux figures politiques peuvent illustrer de manière caricaturale cette banalisation. La première est Renan Calheiros, actuel dirigeant du Sénat. Il a été auparavant, sous Fernando Collor, le dirigeant de la majorité présidentielle au Sénat; puis ministre de la Justice sous Fernando Henrique Cardoso ; puis président du Sénat (PMDB) sous Lula, entre 2005 et 2007. L'homme a pourtant été au centre d'un « Renagate » qui l'a conduit à démissionner de la présidence du Sénat en 2007, du fait d'accusations de trafic d'influence, de trafic de décorations et de corruption par des lobbys. L'autre figure est l'inusable José Sarney, élu député fédéral en 1958, puis gouverneur de l'Etat du Maranhão sous le régime militaire, avant d'être Président de la république de 1985 à 1990, puis président du Sénat sous Fernando Henrique Cardoso, Lula et Dilma Rousseff. Sarney, dont la carrière a grandement bénéficié du régime militaire, a été au cœur de multiples scandales : nominations de proches parents à des emplois publics, détention de comptes bancaires à l'étranger, non-déclaration fiscale d'une maison d'une valeur supérieure à 1 million d'euros, perception indue d'une aide au logement, etc. Le PT semble donc, plus que jamais, s'être transformé en une simple machine électorale amie des politiciens les plus traditionnels.

La deuxième banalisation du PT concerne le reniement de ses promesses d'innovation dans les politiques publiques. Il est caractéristique, de ce point de vue, que le thème de la gratuité dans les transports publics ait d'abord été porté par la première administration PT de São Paulo, celle de Luiza Erundina entre 1989 et 1992. De la même façon, les nombreux dispositifs de participation créés au niveau local apparaissent bien souvent comme de simples rituels de concertation, sans impact évident sur les politiques menées. Le parti semble ainsi à son aise dans la démobilisation de son électeurat. Même l'impôt syndical hérité du corporatisme de Vargas, longtemps honni par le PT pour sa propension à saper l'indépendance syndicale, n'a pas été touché. Le parti semble dans le même temps avoir perdu une grande partie de sa force de proposition intellectuelle.



La troisième banalisation, enfin, est celle du leadership. Les événements ont montré combien Dilma Rousseff ne disposait pas du même charisme, ni du même savoir-faire politique que Lula, figure exceptionnelle à bien des égards. Sous Lula, les conflits avec les forces plus progressistes étaient largement intégrés et « digérés » au sein même du gouvernement. Le président faisait alors office de médiateur universel, jonglant sans cesse entre des courants divergents. Dilma a quant à elle un profil plus technocrate, sans le capital politique de Lula. Elle n'a donc pas cette capacité à « anesthésier » le conflit en l'intégrant dans les institutions. A cet égard, la chute si brutale de sa popularité dans les sondages montre bien que les 80% d'adhésion dont elle jouissait avant la crise n'étaient pas réellement les siens, mais plutôt ceux des années Lula sur lesquelles elle capitalisait encore.

Cette triple banalisation explique pourquoi, jusqu'à présent, la réponse du gouvernement n'a clairement pas été à la hauteur des attentes des manifestants. Certes, dès le 20 juin, les municipalités ont reculé sur les hausses tarifaires dans les transports. Toutefois, le gouvernement fédéral est longtemps apparu atone et perplexe quant aux réponses plus larges à apporter. Certains de ses volte-face sont même très mal passés auprès de l'opinion publique. En particulier, Dilma Rousseff a d'abord annoncé la convocation d'une assemblée constituante spécialement dédiée à la question de la « réforme politique », avant de reculer 24 heures après devant l'opposition de sa majorité. Cette valse-hésitation sur un sujet aussi essentiel a eu, sans surprise, un effet désastreux.

Par la suite, le gouvernement a fait quatre propositions, qui sont toutes apparues très insuffisantes, au moins sur le court terme. En premier lieu, l'argent retiré de l'exploitation du pétrole pré-sal doit être intégralement affecté à l'éducation. Mais cet argent ne sera pleinement disponible que d'ici huit ans, il est donc peu probable que la population s'en contente dans l'immédiat. Le deuxième engagement a été la mise en place d'un forum de concertation et de réflexion sur les services publics. Il n'engage donc qu'à des discussions, et à aucun résultat concret. Troisièmement, la présidente s'est engagée à faire venir 4.000 médecins cubains, mais cette mesure était en réalité prévue depuis longtemps. Enfin, en ce qui concerne la réforme politique, le gouvernement s'est finalement contenté d'annoncer un référendum autour de quelques questions précises, qui a finalement été reporté après les élections générales de 2014. Il est probable que les questions soient de facture très technique, concernant en particulier le mode de scrutin (faut-il un scrutin uninominal pour l'élection des députés ?). Ces questions ne sont assurément pas sans importance, surtout aux yeux du politiste... Mais elles s'inscrivent dans une volonté d'améliorer le cadre existant, alors que c'est le cadre même qui est en jeu, et en particulier la nature de la responsabilité des élus vis-à-vis de leurs administrés.

Il convient toutefois, pour finir, de nuancer sérieusement l'idée d'une crise irrémédiable du PT. D'une part, le parti a conservé jusqu'à aujourd'hui la majeure partie de sa base militante, même si celle-ci est désorientée : quelque 300.000 militants ont ainsi participé aux dernières élections internes. Le PT reste, à l'heure actuelle, un véritable parti de masse comparé à bien de ses équivalents socio-démocrates européens. D'autre part, comme on l'a dit, les pauvres se sont massivement ralliés au PT, et il y a tout lieu de penser que cette fidélité, pour récente qu'elle soit, n'en soit pas pour autant solide. Il faut ainsi se souvenir que l'intense campagne médiatico-politique à l'époque du *mensalão* n'avait pas empêché cette partie de l'électorat de voter massivement pour le parti. Il convient, également, de relativiser la radicalité du mouvement de protestation : hormis certains groupes relativement restreints, celui-ci ne s'est pas donné pour objectif de changer le régime politique ou le gouvernement. S'il s'en prend à certaines figures politiques bien identifiées, les mots d'ordre du mouvement encore bien loin du « Qu'ils s'en aillent tous ». Enfin, le PT n'est pas le seul parti touché : tout le système politique est affecté.

### ***Un profond discrédit du système politique***

A l'heure actuelle, et malgré leur nombre, aucun parti politique d'envergure ne semble capable de proposer une alternative convaincante au PT. Bien au contraire, la plupart de ces partis sont peu ou prou tenus pour responsables de la situation actuelle, notamment du fait du « présidentialisme de coalition » qui sévit au niveau fédéral, et des responsabilités de chacun au niveau des Etats et des municipalités. Rappelons que la Chambre des députés brésilienne compte 18 partis politiques, et que le PT de Dilma n'y possède que 17 % des sièges. De fait, si un parti n'est pas actuellement partie intégrante de la coalition au pouvoir (et même la population qui soutient le gouvernement se fait généralement une mauvaise image des partis qui le composent), c'est qu'il l'a été auparavant. Le gouverneur de l'Etat de Rio, Sergio Cabral, du parti centriste « attrape-tout » PMDB qui participe au gouvernement, est ainsi l'une des cibles privilégiées des manifestants, tout comme le gouverneur de São Paulo Geraldo Alckmin, du PSDB, le parti dominant sous la présidence de Fernando Henrique Cardoso entre 1995 et 2002. L'ensemble des partis dominants est clairement discrédité.

Même les petits partis politiques situés à la gauche du PT, tel que le PSOL ou le PSTU, et qui sont encore relativement peu compromis dans les institutions, peinent à tirer profit de leur participation au mouvement. Certes, certaines agressions sur les porteurs de drapeaux de ces partis, dans les manifestations, étaient manifestement le fait de militants de droite, voire d'extrême droite, et doivent donc être à ce titre relativisées. De la même façon, sans surprise, l'humeur anti-partisane et « apolitique » a été entretenue par les médias dominants, qui ont invité les manifestants à se rassembler autour du drapeau brésilien. Il reste que la méfiance entourant ces partis de gauche reste profonde. Ainsi, la moindre mise en avant d'un drapeau ou d'une banderole partisane a été perçue, par bien des manifestants très réactifs, comme une tentative inadmissible de récupération du mouvement. Aux accusations d'opportunisme s'ajoute, chez les militants étudiants les plus politisés, une lassitude quant aux guerres picrocholines que se livrent entre eux ces partis sur les campus universitaires. Plus spécifiquement, le PSOL se distingue encore peu du PT aux yeux de nombreux manifestants. Il peut certes constituer une alternative crédible dans certaines villes, comme cela s'est produit lors des élections municipales d'octobre 2012, mais pas au plan national.

Il faut également souligner que les autres organisations sociales sont restées tout autant à la remorque du mouvement. C'est le cas, en particulier, de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) et du Mouvement des sans terre (MST). Ces organisations pâtissent du lien étroit qu'elles entretiennent avec le PT depuis l'origine. Il n'y a ainsi guère eu, jusqu'à présent, de connexion entre les mobilisations et le mouvement syndical, même si celui-ci s'est efforcé de revenir dans le jeu en organisant une grève générale le 11 juillet, qui s'est toutefois soldée par un relatif échec.

On peut finalement estimer, pour l'instant, que le seul parti susceptible de croître est le « Réseau Soutenable » de Marina Silva, qui doit encore être reconnu juridiquement. L'ancienne candidate à la présidentielle de 2010 jouit en effet d'une image « propre », à l'écart des corruptions du système politique traditionnel. Le bénéfice qu'elle pourrait engranger est encore très incertain toutefois. Marina Silva est loin d'être une figure politique nouvelle, tandis que sa volonté de ne pas se positionner clairement sur l'échiquier politique pourrait faire long feu, alors que les différentes classes moyennes précisent leurs demandes et que des choix difficiles se profilent. Le moment ne serait-il pas finalement trop « politique » pour un parti au programme souvent flou et hétérogène ?

### Conclusion : vers le retour d'une « politique contestataire » au Brésil ?

En aidant les pauvres sans ôter aux riches, le lulisme a pu donner corps au vieux rêve des gouvernants : celui d'un progrès sans conflit ; d'une distribution sans redistribution. Ne s'agit-il pas là de la formule sociale la plus désirable ? Pourtant, celle-ci ne dépend pas simplement, pour sa pérennité, d'une forte croissance économique. Tôt ou tard, en effet, l'amélioration du sort des déshérités ne passe plus simplement par un effort budgétaire modeste : elle implique également l'élimination des rentes de situation dont jouissent de puissants intérêts économiques, et un usage moins privé des recettes fiscales, tant les collusions contribuent à maintenir des services essentiels cher et de mauvaise qualité pour une large partie de la population. Les antagonismes sociaux se précisent alors, les choix politiques deviennent plus difficiles.

Le Brésil se trouve dans l'un de ces moments. Il a cueilli les *low-hanging fruits* de la réduction de la pauvreté, mais les fruits suivants, ceux d'une réduction structurelle des inégalités, se trouvent placés plus hauts sur l'arbre. Désormais, la question de la redistribution se pose, naturellement, au niveau « macro » : comment lutter contre la désindustrialisation du pays, afin de favoriser une économie à base large contre la seule culture agro-exportatrice ? Quelles formes de protectionnisme instaurer ? Comment gagner en compétitivité tout en soutenant la demande interne ? Mais elle se pose aussi, et de manière plus sensible politiquement car plus facilement lisible pour le public, au niveau « meso » : comment diminuer la collusion structurelle entre les grands groupes industriels et financiers et la classe politique ? Comment contrôler les profits records des grandes banques ? Comment mettre en place une grande réforme fiscale progressive ?

Il est peu probable qu'en l'absence d'un regain du mouvement social, les réponses gouvernementales se fassent très audacieuses. D'une part, en effet, les élus chargés d'approuver la réforme politique seraient les premiers perdants de ces réformes. D'autre part, la défiance même qui règne entre Dilma et ses nombreux alliés (sept partis sont représentés dans son gouvernement) crée, comme sous Lula, un profond problème de délégation. Comment, en effet, confier à un ministre le soin de réfléchir à une réforme de grande ampleur, aux conséquences redistributives potentiellement importantes, lorsqu'on doute des préférences de ce ministre et/ou de sa probité ? De fait, les gouvernements brésiliens tendent à être monothématiques. Sous Lula, c'était la bourse famille. Sous Dilma, il s'agit de quelques mesures de transparence, agrémentées d'investissement dans les infrastructures. La question est sérieuse : dans le cadre institutionnel actuel, un gouvernement brésilien peut-il s'attaquer sérieusement à de nombreuses priorités à la fois ?

Dès lors, en l'absence de réponse gouvernementale appropriée, le plus probable est que le Brésil renoue, dans les mois et les années à venir, avec une « politique contestataire » de plus ou moins basse intensité. Pour les sociologues, la politique contestataire se distingue de la politique institutionnelle routinière en ce qu'elle est « épisodique plutôt que continue, se déroule en public, suppose une interaction entre des requérants et d'autres, est reconnue par ces autres comme pesant sur leurs intérêts, et engage le gouvernement comme un médiateur, une cible ou un requérant<sup>21</sup> ». Il est fort probable que cette contestation soit, dans un premier temps du moins, plutôt de basse intensité. En effet, depuis l'annulation des hausses tarifaires dans les transports, le mouvement manque de consigne unificatrice claire. Le grand mouvement originel s'est donc rapidement scindé en de multiples manifestations catégorielles : étudiants toujours, mais aussi infirmières, médecins,

<sup>21</sup> McAdam, Doug, Tarrow, Sidney, Tilly, Charles [2001], *op. cit.* p.5.

chauffeurs routiers, évangéliques (300.000 à São Paulo le 29 juin), militants LGBT ou anti-gays, policiers. De ce point de vue, la méfiance des manifestants envers les organisations sociales institutionnalisées empêche les convergences, en particulier avec un monde syndical par ailleurs en perte de vitesse. La grande mobilisation du 11 juillet a ainsi été interprétée comme une manifestation d'opportunisme de la part des syndicats, et n'a pas trouvé d'audience significative auprès de la population, malgré les revendications portant sur la durée de travail (de 44 à 40 heures par semaine), la lutte contre la précarité du travail (« *terceirização* »), la revalorisation des retraites ou encore la réforme agraire. Et ce, d'autant plus que les syndicats apparaissent divisés dans leur rapport au PT et à la politique menée depuis dix ans.

On peut donc, à juste titre, être prudent quant à l'impact final du mouvement, et ce, d'autant plus que les manifestants ne sont pas l'électorat, dont on ne sait pas encore quel sera le comportement. Pour autant, il apparaît tout aussi illusoire de penser que l'effervescence sociale aurait de bonnes raisons de s'estomper durablement. En premier lieu, en effet, le mouvement a obtenu une victoire presque immédiate, avec l'annulation des hausses tarifaires dans les transports. Et l'on sait que, généralement, les victoires sont plutôt de nature à encourager d'autres mobilisations. Déjà, les manifestations du 20 juin, prévues avant l'annulation des hausses tarifaires mais maintenues en tant que « célébration » à Rio de Janeiro et à São Paulo, ont connu une affluence record (les médias ont évoqué plus de 300.000 personnes à Rio de Janeiro).

Au-delà des encouragements que procure une victoire rapidement acquise, la dynamique de la frustration relative joue toujours à plein pour les « nouvelles classes moyennes » : tout un pan de la société brésilienne attend dorénavant davantage de la part des pouvoirs publics, et bénéficie d'un niveau de sécurité (lié au quasi plein-emploi en particulier) qui l'encourage à s'exprimer. Certes, l'amélioration des conditions matérielles ne conduit jamais mécaniquement à l'affirmation de revendications sociales, mais elle n'en est pas moins une condition favorable. De ce point de vue, le détachement des masses pauvres, en particulier du Nord-est, vis-à-vis des partis conservateurs, est susceptible d'avoir des effets de long terme sur leur niveau d'activisme politique, qui restent encore à apprécier.

Par ailleurs, les mécontentements ont des causes structurelles qui prendront nécessairement du temps pour être traitées, même par un gouvernement sincèrement déterminé. Contrairement à la bourse famille, en effet, on ne construit pas en un jour une éducation et une santé publiques de qualité, tout comme on n'en termine pas en une nuit avec un certain capitalisme de connivence. Le rejet des élites et les insatisfactions matérielles ont donc de bonnes chances de perdurer durant les prochaines années. Il est possible que l'approche de la Coupe de monde de football en juin prochain, et l'accélération des travaux, cristallisent de nouveau les frustrations.

Il faut, enfin, insister sur le fait que cette politique extra-institutionnelle n'est nullement l'apanage de la « gauche ». Au contraire, la plus grande manifestation individuelle de ces derniers mois n'a pas été liée au mouvement de contestation de juin, mais a été la « marche pour Jésus » organisée par les évangéliques à São Paulo. La désinstitutionnalisation politique s'accompagnerait donc d'une polarisation, bien plus que de la simple poussée d'une contestation « de gauche ». Il nous faudra, dès lors, rester plus que jamais attentif à l'évolution de cette polarisation, et à ses répercussions sur le système politique et les politiques publiques de la jeune démocratie brésilienne.